

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P.)**

MARCHE N°2025-PA02

**MAITRE D'OUVRAGE :
VETAGRO SUP 1 avenue Bourgelat 69280 Marcy l'Etoile**

**OPERATION:
TRAVAUX DE REQUALIFICATION DES SALLES TD01, TD02 et
AMPHITHEATRE 4 -BATIMENT PRINCIPAL AILE 4**

**LIEU D'EXECUTION
Campus vétérinaire de Marcy L'Etoile – 69**

Pouvoir adjudicateur :

Madame la Directrice Générale de VetAgro Sup, Mireille BOSSY, nommée par décret du Président de la République en date du 22 novembre 2021

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1. OBJET DU MARCHE-EMPLACEMENT DES TRAVAUX.....	4
1.2. PROCEDURE DE CONSULTATION	4
1.3. DIVISION EN LOTS	4
1.4. MAITRISE D'ŒUVRE ET AUTRES INTERVENANTS.....	4
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	4
2.1. PIECES CONTRACTUELLES	4
2.2. - PIECES GENERALES	4
ARTICLE 3 : COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE	4
3.1. – COTRAITANCE	5
3.2. – SOUS-TRAITANCE	5
ARTICLE 4 : PRIX.....	5
4.1. - CONTENU DES PRIX.....	5
4.2. VARIATION DES PRIX.....	5
Article 5 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	5
5.1 DECOMPTES ET ACOMPTES MENSUELS	5
5.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	6
5.3 DECOMPTE DEFINITIF	6
5.4 PAIEMENT	6
5.4.1 Généralités.....	6
5.4.2 Paiement des cotraitants.....	7
5.4.3 Paiement des sous-traitants	7
ARTICLE 6 : DELAIS D'EXECUTION - PENALITES.....	7
6.1. DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	7
6.2. PROLONGATION DE DELAIS D'EXECUTION	7
6.3. PENALITES - PRIMES D'AVANCE.....	7
6.3.1. Pénalités de retard.....	7
6.3.2. Pénalités pour non-respect des obligations prévues aux articles L8221-3 à L 8221-5 du Code du Travail	8
6.3.3. Autres pénalités	8
6.3.4. Primes d'avance	8
ARTICLE 7 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	8
7.1. RETENUE DE GARANTIE ET CAUTIONNEMENT	8
7.2. AVANCE FORFAITAIRE	8
ARTICLE 8 : PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	8
8.1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	8
8.2. CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	8
8.3. CONNAISSANCE DES LIEUX ET DE TOUS LES ELEMENTS AFFERENTS A L'EXECUTION DES TRAVAUX - VERIFICATIONS PREALABLES.....	9
ARTICLE 9 : DEROULEMENT DES TRAVAUX.....	9
9.1. CALENDRIER PREVISIONNEL D'EXECUTION.....	9
9.2. PLANS D'EXECUTION - SPECIFICATIONS TECHNIQUES DETAILLEES - ETUDES DE DETAIL	9

9.3. ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS	9
9.3.1. Sécurité de chantier	9
9.3.2. Dégâts et soustractions.....	9
9.4. REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	9
ARTICLE 10 : CONTROLE ET RECEPTION DE TRAVAUX.....	10
10.1. ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX.....	10
10.2. RENDEZ-VOUS DE CHANTIER	10
10.3. RECEPTION	10
10.4. DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION.....	10
10.5. DELAI DE GARANTIE DU MATERIEL.....	10
10.6. ASSURANCES.....	11
ARTICLE 11 – LITIGES	11
ARTICLE 12– DEROGATIONS AU CCAG.....	11

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1. OBJET DU MARCHÉ-EMPLACEMENT DES TRAVAUX

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.A.P.) concernent le marché relatif à des travaux de ventilation/traitement d'air de l'aile 4 du bâtiment principal du campus vétérinaire. Localisation des travaux : en toiture-terrasse et dans les locaux suivants : locaux TD au rez-de-jardin et cellule numérique au rez-de-chaussée.

Les travaux se feront en site occupé.

Adresse du chantier

VetAgro Sup – Campus vétérinaire - 1 avenue Claude Bourgelat 69 280 Marcy l'Etoile

La description des ouvrages ainsi que leurs spécifications techniques sont définies dans les descriptifs joints à la consultation.

1.2. PROCEDURE DE CONSULTATION

Marché de travaux passé selon une procédure adaptée en application de l'article R2123-1 du Code de la commande Publique.

1.3. DIVISION EN LOTS ET EN TRANCHES

Le présent marché n'est pas divisé en lots.

1.4. MAITRISE D'ŒUVRE ET AUTRES INTERVENANTS

Maîtrise d'oeuvre: ATELIER SERIZIAT (architecte mandataire) /CEBACO / Studis Ingénierie

Coordination Sécurité et Protection de la santé: en cours de désignation

Contrôle technique : APAVE Agence Infrastructures et Construction Grand Lyon 385, Allée des Frênes 69 760 LIMONEST

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

2.1. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradictions entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- 1- l'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- 2- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- 3- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- 4- le RICT (s'il en est établi un)
- 5- le PGC (s'il en est établi un)
- 6- la décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.)
- 7- les carnets de plans
- 8- le calendrier prévisionnel d'exécution.

2.2. - PIECES GENERALES

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

- le Cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- l'ensemble des codes, décrets, arrêtés, circulaires, règlements, DTU, CPT, règles de calcul, normes et Eurocodes applicables aux travaux objets du présent marché.

ARTICLE 3 : COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

3.1. – COTRAITANCE

Quelle que soit la nature du groupement, le mandataire assure la coordination des entreprises et la représentation du groupement. Les prix sont réputés tenir compte de ces missions.

Si le titulaire du marché est un groupement conjoint, et en cas de défaillance du mandataire du groupement en cours d'exécution du marché, un nouveau mandataire est désigné dans les conditions de l'article 52.7 du C.C.A.G.-Travaux. Ce dernier ne se voit pas imposer une obligation de solidarité avec les autres cotraitants. Son rôle est limité à la représentation et la coordination des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur.

Le mandataire représente également le groupement vis-à-vis de tous les intervenants visés au 1.3 ci-dessus.

3.2. – SOUS-TRAITANCE

Conformément aux articles 3.6 et 12.5 du CCAG-Travaux et des articles L2193-1 à 2193-12 et R2193-1 à R2193-16 du Code de la Commande Publique

ARTICLE 4 : PRIX

4.1. - CONTENU DES PRIX

Le candidat s'engageant sur un prix global et forfaitaire est tenu de fournir la décomposition de ses prix unitaires dans son offre, sous peine de nullité de l'offre. Il est supposé avoir contrôlé les quantités portées sur le D.P.G.F. et ne pourra, après remise de son offre, prétendre à des suppléments pour omission ou mauvaise évaluation. Il est rappelé que la non désignation explicite de certaines fournitures concernant la mise en œuvre, les éléments d'ouvrage, dans le libellé du bordereau de Décomposition du Prix Global Forfaitaire (D.P.G.F.), ne pourra être invoquée par le titulaire.

Les prix du marché sont établis hors T.V.A. en tenant compte des sujétions que peut entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés au § 1.3.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par le prix global et forfaitaire figurant dans son acte d'engagement.

Les prix comprennent les dépenses liées aux mesures particulières à mettre en œuvre pour assurer la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, ainsi que les éventuelles dépenses communes de chantier.

Aucun travail supplémentaire ne pourra donner lieu à rémunération si le titulaire n'a reçu un ordre de service écrit à l'appui d'un devis chiffré par l'entrepreneur et soumis à l'acceptation du Maître d'Ouvrage.

4.2. VARIATION DES PRIX

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de décembre 2024, ce mois est appelé « mois zéro »

Les prix sont fermes et actualisables selon la formule d'actualisation suivante :

$$P_a = P_0 \times (I_{m-3} / I_0)$$

P_0 : prix initial du marché

P_a : prix actualisé du marché

I_0 : valeur de l'index de référence au mois d'établissement des prix

I_{m-3} : valeur de l'index de référence 3 mois avant la date de début d'exécution des travaux (fixée par ordre de service)

INDEX BT DE REFERENCE: BT41

Article 5 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

5.1 DECOMPTES ET ACOMPTES MENSUELS

Les modalités de règlement des comptes sont définies aux articles 12.1 et 12.2 du C.C.A.G.-Travaux. Les décomptes seront réglés par acomptes sur présentation d'une situation de travaux détaillée. Elle sera chiffrée selon les conditions faites par l'entrepreneur dans son offre et sera récapitulative.
Il n'est pas prévu d'acomptes sur approvisionnements.

5.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les demandes de paiement seront présentées dans les conditions prévues à l'article 12.1 du C.C.A.G.-Travaux et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale ;

Au moment du démarrage du chantier, seront transmis au titulaire les éléments nécessaires au dépôt de ses factures sur Chorus pro (n° de SIRET, n° d'EJ et code service).

1. L'entreprise transmet à la maîtrise d'œuvre sa facture pour validation par mail aux adresses suivantes :

agence@seriziat.fr et contact@cebaco.fr.

2. Si celle-ci est conforme à l'avancement, le maître d'œuvre édite la proposition de paiement correspondante

3. Le maître d'œuvre transmet la proposition de paiement et la facture validée à l'entreprise qui dépose les documents sur CHORUS PRO.

5.3 DECOMPTE DEFINITIF

Dans le délai de 30 jours à compter de la réception des travaux, le titulaire sera tenu d'adresser au Maître d'Œuvre la situation récapitulative complète et détaillée des travaux.

5.4 PAIEMENT

5.4.1 Généralités

Le Maître d'Ouvrage procédera au mandatement de la somme selon les règles de la comptabilité publique.

Le mode de règlement est le virement administratif. Le délai de paiement est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture, une fois que le « service fait » a été validé (constatation de la conformité de l'exécution de la prestation).

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est la Directrice Générale de VetAgro Sup.
Le comptable assignataire du paiement est l'Agent comptable de VetAgro Sup.
Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés ou contrats est la Directrice Générale ou le Secrétaire Général de VetAgro Sup.

NOTA IMPORTANT :

Le règlement des acomptes et décompte définitif est subordonné à la présentation des attestations d'assurances responsabilité civile et décennale à jour.

5.4.2 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.
Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.5 du C.C.A.G.-Travaux.

5.4.3 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au représentant du pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au représentant du pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Cette demande est libellée hors taxe et porte la mention "autoliquidation" pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier. Le représentant du pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le représentant du pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le représentant du pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par le titulaire qui conclut le contrat de sous-traitance. Si ce titulaire est un cotraitant, l'acte spécial est contresigné par le mandataire des titulaires groupés.

En aucun cas, un sous-traitant occulte ne pourra demander postérieurement à la signature des marchés de règlement direct par le Maître d'Ouvrage si cette procédure n'a pas été mise en place à la signature des marchés.

ARTICLE 6 : DELAIS D'EXECUTION - PENALITES

6.1. DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le délai d'exécution est fixé à 5 mois, qui comprend les études et les délais de préparation et de repli du chantier, conformément au planning prévisionnel joint au D.C.E.

Le démarrage des travaux sera notifié par un Ordre de Service.

Les travaux sont mis en œuvre et planifiés avec le Maître d'Ouvrage de manière à occasionner le moins de nuisances possibles pour les usagers des locaux.

6.2. PROLONGATION DE DELAIS D'EXECUTION

Conformément à l'article 18.2 du C.C.A.G.-Travaux.

6.3. PENALITES - PRIMES D'AVANCE

6.3.1. Pénalités de retard

En cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux, par dérogation à l'article 19.2.3. du C.C.A.G.-Travaux, le montant de la pénalité en cas de non-respect des délais d'exécution, y compris partiels, des travaux est fixée à 250 euros par jour de calendrier de retard. Ces pénalités seront déduites des acomptes et décomptes définitifs. Par dérogation à l'article 19.2.1. du C.C.A.G.-Travaux, les pénalités de retard seront dues au premier euro, sans seuil d'exonération.

Les pénalités de retard ci-dessus pourront être également appliquées en cas de retard pris dans la levée des réserves à l'issue des opérations de réception.

6.3.2. Pénalités pour non-respect des obligations prévues aux articles L8221-3 à L 8221-5 du Code du Travail

Le montant des pénalités encourues par le titulaire du marché, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail, est fixé à 5 % du montant total du marché, sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

6.3.3. Autres pénalités

En complément des pénalités prévues à l'article 19-2 du C.C.A.G-Travaux, les pénalités suivantes seront appliquées :

- une pénalité de 100€ HT (cent euros) pour chaque absence à une réunion provoquée par le maître d'œuvre à laquelle l'entrepreneur était expressément convoqué ;
- une pénalité de 100€ HT (cent euros) par jour de calendrier de retard en cas de non-respect des délais de remise des documents, dont le DOE ;
- une pénalité de 1000€ HT (mille euros) pour non déclaration de sous-traitant si le titulaire ne s'acquitte pas des obligations relatives aux déclarations de sous-traitance ; elle sera appliquée après constat de la présence d'un sous-traitant non déclaré.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du C.C.A.G-Travaux, le titulaire sera exonéré des pénalités du présent article 6.3.3 si leur montant total ne dépasse pas 500€ pour l'ensemble du marché.

6.3.4. Primes d'avance

Il n'est pas prévu de primes d'avances.

ARTICLE 7 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

7.1. RETENUE DE GARANTIE ET CAUTIONNEMENT

Une retenue de garantie conforme aux articles R2191-32 à 35 du Code de la Commande Publique est à la charge du titulaire. Dans les conditions prévues aux articles R2191-36 et suivants, le titulaire pourra y substituer une garantie à première demande.

7.2. AVANCE FORFAITAIRE

Conformément à l'option B de l'article 10.1. du C.C.A.G.-Travaux, lorsqu'en application du code de la commande publique, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond aux taux minimums prévus à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique pour les marchés.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

Le titulaire peut, dans tous les cas, refuser le versement de l'avance.

ARTICLE 8 : PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

8.1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le C.C.T.P. fixe, le cas échéant, la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

8.2. CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Les essais et contrôles obligatoires seront dus par le titulaire, conformément à l'article 24 du C.C.A.G.-Travaux et au C.C.T.P. Le titulaire est tenu de fournir tous les échantillons qui lui seront demandés par le Maître d'ouvrage.

8.3. CONNAISSANCE DES LIEUX ET DE TOUS LES ELEMENTS AFFERENTS A L'EXECUTION DES TRAVAUX - VERIFICATIONS PREALABLES

Le titulaire est réputé, avant la remise des offres :

- Avoir pris connaissance des plans de situation des sites concernés et documents utiles à la réalisation des travaux, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages, et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité ;
- Avoir pris parfaite connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et abords, à la topographie et à la nature des terrains, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, lieu d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées etc...) ;
- Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous les renseignements complémentaires ;
- Avoir vérifié toutes les dimensions et les différences constatées avec celles portées sur les documents de consultation, et soumis les écarts à l'approbation de la Maitrise d'Œuvre.

ARTICLE 9 : DEROULEMENT DES TRAVAUX

9.1. CALENDRIER PREVISIONNEL D'EXECUTION

Le calendrier prévisionnel d'exécution fait l'objet d'un planning communiqué avec le Dossier de Consultation des Entreprises.

9.2. PLANS D'EXECUTION - SPECIFICATIONS TECHNIQUES DETAILLEES - ETUDES DE DETAIL

Les études techniques et plans d'exécution des ouvrages, spécifications techniques détaillées (STD), études de détail éventuellement destinées à compléter les documents techniques visés au §2.1. ci-dessus, sont à la charge de l'entreprise qui devra en fournir copie au Bureau d'études, Bureau de contrôle et au Maître d'œuvre pour avis avant exécution.

Les plans de fabrication sont à la charge du titulaire, ils doivent être soumis à l'acceptation préalable du Bureau d'études, conformément à l'article 29.1 du C.C.A.G.-Travaux.

9.3. ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS

Le présent projet est soumis à l'application de la loi n°93-1418 du 31-12-93 et du décret n° 94-1159 du 26-12-94 concernant la sécurité et l'hygiène des chantiers.

9.3.1. Sécurité de chantier

Les titulaires et ses ouvriers doivent prendre toutes les précautions et mesures nécessaires afin d'éviter tout accident dont ils demeurent entièrement et absolument responsables, et d'une manière générale les entreprises devront se conformer à la réglementation du travail et de la sécurité.

9.3.2. Dégâts et soustractions

Le titulaire sera responsable de tous les dégâts survenus sur le chantier et pendant le cours des travaux, soit du fait de ses ouvriers, soit des personnes qui auraient pu s'introduire dans le chantier, comme aussi, toute détérioration ou soustraction faite à l'édifice.

9.4. REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Le délai nécessaire est inclus dans le délai contractuel.

Pour le nettoyage de chantier :

- Le titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tout déchet pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé ;
- Le titulaire a la charge de l'évacuation de ses propres déblais ;
- Le titulaire a la charge du nettoyage, de la réparation et de la mise en état des installations qu'il a salies ou détériorées, ainsi que l'évacuation à la décharge publique de ses déblais et gravats.

ARTICLE 10 : CONTROLE ET RECEPTION DE TRAVAUX

10.1. ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Les essais et contrôles d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou les C.C.T.P. seront assurés. En outre, les entreprises sont tenues de se soumettre aux contrôles et de répondre aux demandes de renseignements. Les entreprises doivent effectuer sous leur responsabilité et à leurs frais, un certain nombre d'essais conformément aux C.C.T.P.

10.2. RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

Afin d'assurer le bon déroulement du chantier et la coordination entre les entreprises, la maîtrise d'œuvre organise des rendez-vous de chantier hebdomadaires. Les convocations à celles-ci ont valeur contractuelle.

En cas d'absence aux réunions de chantier, aux réunions organisées par le C.S.P.S. (visites préalables, inspections communes...), ou aux réunions S.S.I. où l'entrepreneur sera convoqué par courrier, mail ou compte-rendu de la précédente réunion, des pénalités seront appliquées conformément à l'article 6.3.3. du présent C.C.A.P.

10.3. RECEPTION

La procédure de réception se déroule conformément à l'article 41 du C.C.A.G.-Travaux. La réception est prononcée sous réserve de l'exécution concluante des épreuves prévues au C.C.T.G. et C.C.T.P.

Si, lors de la réception de fin de chantier des omissions, imperfections ou malfaçons étaient constatées dans certains ouvrages, le titulaire serait tenu d'y remédier dans un délai maximum de 1 mois.

Dans le cas où des défauts se révéleraient pendant le délai de garantie fixé à 1 an, le titulaire sera tenu d'y remédier conformément à l'article 44 du C.C.A.G.-Travaux.

Tout problème signalé à l'entrepreneur dans le cadre de l'année de parfait achèvement devra être réglé sous un mois ou selon les stipulations d'éventuels ordres de service. A défaut et après mise en demeure restée sans effet, ces opérations seront faites aux frais du titulaire responsable, l'ensemble à valoir sur la retenue de garantie ou à prélever sur la garantie à 1^{ère} demande.

Dans le cas d'installations prioritaires (énergie, fluides, détention incendie, désenfumage, anti-intrusion), l'intervention devra être immédiate.

10.4. DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Les plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire, conformément à l'article 40 du C.C.A.G.-Travaux, devront être remis au Maître d'Ouvrage dans les délais prescrits par l'article précité.

Sont notamment à fournir par les entreprises :

- Dossier des Ouvrages Exécutés y compris repérage des réseaux
- Notices d'entretien de l'ensemble des appareillages
- Ensemble des P.V. et tests demandés par le bureau d'études
- Ensemble des P.V. et tests demandés par le bureau de contrôle
- Ensemble des P.V. et tests demandés par la commission de sécurité
- Ensemble des renseignements demandés par le contrôleur SPS en vue de la constitution du DIUO.

Tous les plans qui ont été nécessaires à l'élaboration du chantier doivent être joints à ce dossier.

Chaque Dossier des Ouvrages Exécutés sera fourni en 3 exemplaires sur support papier et 1 au format informatique) à la maîtrise d'œuvre.

Tout retard dans la remise des documents fera l'objet des pénalités de retard prévues à l'article 5.3 du présent C.C.A.P. La non remise du DOE en fin d'opération entraîne en outre une retenue de 5% du montant total HT du lot concerné.

10.5. DELAI DE GARANTIE DU MATERIEL

Le délai de garantie est fixé à 1 an (12 mois). Le départ des garanties correspondra à la date de prononciation de la réception.

Le titulaire assurera pendant l'année de garantie et ce gratuitement, l'entretien et la maintenance du matériel mis en place. Il devra également gratuitement au Maître d'Ouvrage les réparations autres que l'entretien courant, ainsi que la mise au point ou transformations nécessaires pour que les installations répondent aux critères de résultats et de fonctionnement normaux compte tenu de leur destination.

Toutes les interventions de maintenance demandées par l'utilisateur devront se faire dans les 24 heures, et en tout état de cause ne jamais empêcher la mise en fonctionnement de l'établissement.

10.6. ASSURANCES

Conformément à l'article 8.1 du CCAG-Travaux, à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire ainsi que les sous-traitants doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- D'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- D'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du code civil et ce, conformément à la loi n° 78.12 du 4/01/1978.

Le titulaire devra justifier qu'il est également assuré contre les dommages susceptibles d'être causés aux ouvrages existants sur le site, tant au cours de l'exécution des travaux que pendant la période décennale consécutive à la réception de ceux-ci.

ARTICLE 11 – LITIGES

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français. Les litiges seront portés devant le tribunal administratif de Lyon.

ARTICLE 12– DEROGATIONS AU CCAG

Les dispositions du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) qui divergent de celles énoncées au C.C.A.G.-Travaux, se substituent à ces dernières :

- L'article 2.1 déroge à l'article 4.1 (ordre de priorité des pièces contractuelles) ;
- L'article 5.2 complète l'article 12.1 (contenu et modalités de transmission de la demande de paiement) ;
- L'article 5.4.2. complète l'article 10.7 (cotraitance);
- L'article 6.3.1 déroge aux articles 19.2.1 et 19.2.3 (suppression du seuil d'exonération ; calcul des pénalités de retard)
- L'article 6.3.2 complète l'article 19.2 (ajout de pénalités)
- L'article 6.3.3 complète l'article 19.2 (ajout de pénalités diverses) et déroge à l'article 19.2.1 (modification du seuil d'exonération)